



The Alliance Newsletter

1er TRIMESTRE 2010

L'Alliance: Notre but est de réduire l'impact social et économique de l'épidémie du VIH/ SIDA sur les populations en Afrique. Cette lettre d'information vous informe sur les tous derniers développements et la direction stratégique de notre mandat.

1. EDITORIAL.....	1
2. L'ESSENTIEL SUR L'ALLIANCE	2
3. VIH/SIDA & GENRE	2
4. VIH/SIDA & ENVIRONNEMENT	5
5. VIH/SIDA & QUESTIONS TRANSFRONTALIERES	7

1. EDITORIAL



M. Gilbert Manouan, Maire de la Municipalité de Mafere, Côte d'Ivoire, Coordinateur de l'Alliance

Mot de bienvenue

Bienvenue dans notre première lettre d'information de l'Alliance en 2010. Cette édition couvre des sujets pertinents du genre, des questions transfrontalières et de l'environnement se rapportant au VIH/SIDA. Tous ces domaines sont le mandat de développement des collectivités locales.

2010 est une année qui vient avec beaucoup d'excitation sur le continent africain. La Coupe du Monde de football se jouera sur notre continent. Tandis que ceci apporte le développement économique, ça apporte aussi des problèmes qui mettent en défi nos efforts dans la lutte contre le VIH/SIDA. Avec l'afflux des touristes dans le pays hôte et l'élargissement aux pays voisins, il est évident que le commerce du sexe va s'accroître. Inutile de mentionner que les collectivités locales vont payer le plus grand prix de toutes ces activités et je tiens à encourager mes collègues maires, les conseils municipaux, les fonctionnaires et les partenaires – organisations de la société civile à être davantage rigoureux dans leur réponse à ces défis.

Meilleures salutations, Sincèrement Gilbert Manouan, Maire

2. L'ESSENTIEL SUR L'ALLIANCE

- **L'Alliance** = L'Alliance des Maires et des Responsables Municipaux sur le VIH/SIDA en Afrique = les membres du groupe qui avait signé la Déclaration d'Abidjan = des chapitres dans 13 pays membres plus le Secrétariat de L'Alliance.
- **AMICAALL** = L'initiative de l'Alliance des Maires pour des Actions Communautaires Locales sur le SIDA = La Stratégie de L'Alliance
- **Les Chapitres** = L'Alliance a des chapitres dans 13 pays membres, les chapitres s'appellent habituellement par exemple AMICAALL Namibie
- **Le Secrétariat** = Le Secrétariat est basé à Windhoek, en Namibie et est l'organe de coordination pour tous les 13 pays membres

3. VIH/SIDA & GENRE

Un accent particulier du travail des chapitres d'AMICAALL réside dans la promotion de l'égalité et l'équité des sexes dans les activités des collectivités locales urbaines sur le VIH/SIDA. AMICAALL Ouganda est un exemple excellent de la manière dont l'Alliance exécute son travail dans le domaine du VIH/SIDA et du genre.

Le Chapitre AMICAALL Ouganda fut lancé en novembre 2000 avec l'appui du PNUD, de l'ONUSIDA, de la Commission ougandaise sur le SIDA et du Programme de Partenariat AMICAALL

des Nations Unies (UNAPP). Le Chapitre comprend actuellement 110 collectivités urbaines désignées et 34 divisions municipales dans le pays. L'objectif global du Chapitre Ouganda est de renforcer les capacités institutionnelles des collectivités locales urbaines à assurer une livraison de services de qualité sur le VIH/SIDA au niveau local urbain. Etant donné sa position et son mandat stratégiques, AMICAALL Ouganda est considérée comme une actrice majeure dans la réponse nationale et un point d'entrée important de la réponse au VIH/SIDA dans les collectivités locales. Le rôle du chapitre est critique pour la réponse nationale vu qu'il cible les zones urbaines du pays qui continuent à connaître le taux de prévalence de VIH le plus élevé (10.1%) par rapport à (5.7%) dans les zones rurales.



Le Secrétaire Exécutif et Coordinateur national d'AMICAALL, Dr. John Mugisa, félicite Mlle. Jane Nakasi, la Représentante du Conseil exécutif de l'Alliance et Maire adjointe de la ville de Lyantonde pour son travail exemplaire dans le domaine du VIH/SIDA.

En vue de réduire la discrimination basée sur le genre et promouvoir l'égalité des droits et des opportunités, les activités du Programme d'AMICAALL Ouganda ont été caractérisées par la promotion de l'égalité des sexes dans la prévention et la gestion du VIH dans les collectivités locales urbaines. La promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes a été réussie à travers un certain nombre d'approches.

La Promotion de la participation de la femme à la gouvernance et à la gestion du VIH/SIDA dans les collectivités locales urbaines

La Constitution du Chapitre Ouganda de l'Alliance fut amendée pour procurer une action affirmative à l'élection des maires dames au Conseil exécutif qui est l'organe qui gouverne le chapitre de l'Alliance and supervise les activités d'AMICAALL dans le pays. La Constitution de L'Alliance donne à tous les maires et conseillers municipaux élus, indépendamment du sexe, l'occasion d'être, sur base de mérite, à tout poste du Conseil exécutif de l'Alliance y compris les postes de Président de l'Alliance. La Constitution de l'Alliance prévoit aussi deux postes automatiques pour les femmes dans l'Exécutif de l'Alliance ; un poste est réservé à une Représentante pour faire avancer les questions des femmes et autres sujets d'inquiétude du genre.

La sélection des Personnes Focales Urbaines sur le VIH (Coordinateurs Locaux d'AMICAALL) est guidée par des considérations de genre. Les Coordinateurs

locaux d'AMICAALL servent de Personnes focales sur le VIH et Coordinateurs d'activités sur le VIH/SIDA dans les collectivités urbaines membres. Au courant des années passées, plus de femmes ont été nommées au poste de Coordinateur Local d'AMICAALL. Ceci a abouti à une participation accrue des femmes dans la gestion des activités dans les collectivités locales. Actuellement plus de 50% des coordinateurs sont des femmes. Ceci est un progrès important étant donné que moins de 40% des femmes servaient aux fonctions de Coordinatrices en 2005.



Coordinatrice locale d'AMICAALL pour le Conseil municipal de Soroti Mme. Hellen Alojo, en train de faciliter un atelier régional sur la démarginalisation du VIH/SIDA.

Le recrutement et la formation des pairs éducateurs et autres bénéficiaires sont sensibles au genre avec un accent particulier sur l'égalité en termes de nombre. Les critères de sélection développés par AMICAALL indiquent que 50% des pairs éducateurs et bénéficiaires sont des femmes et les autres 50% sont des hommes. Cependant, les femmes reçoivent une considération spéciale dans

certains cas pour promouvoir l'équité. Cette approche fait en sorte que les sujets d'inquiétude par rapport au genre soient pris en considération dans les activités d'AMICAALL y compris l'éducation par les pairs, la formation, la mobilisation sociale et la sensibilisation et le soutien social.

En plus, AMICAALL a promu l'égalité des sexes à travers un soutien collectivités locales urbaines pour mettre en place des Taskforces multisectorielles sur le SIDA qui sont chargées de la gestion et de la coordination de la réponse au VIH/SIDA au niveau local. La Taskforce sur le SIDA est un comité multisectoriel qui rassemble les parties prenantes des secteurs publics et privés, et les organisations de confessions religieuses pour aborder le VIH/SIDA dans le cadre de la réponse décentralisée. Les lignes directrices de la Taskforce sur le VIH/SIDA requièrent qu'au moins 50% des membres soient des femmes. Ça assure que tout groupe soit représenté dans la Taskforce et soit capable d'exprimer leurs points de vue sur le VIH/AIDS y compris les sujets d'inquiétudes par rapport au genre.

Démarginalisation du genre dans les activités sur le VIH/SIDA dans les collectivités locales urbaines

Dans le cadre de la promotion de l'égalité des sexes, AMICAALL a développé et disséminé une trousse à outils pour la démarginalisation du VIH/SIDA dans les collectivités locales urbaines. La trousse à outil identifie, entre autres, le genre

comme question de développement importante et esquisse les facteurs liés au genre comme meneurs clé de l'épidémie. Dans le cadre du suivi, AMICAALL Ouganda a formé des autorités urbaines à démarginaliser le VIH/SIDA dans la planification et la budgétisation. Ceci a abouti la conscientisation au genre parmi les autorités urbaines dans la planification pour le VIH/SIDA. Les collectivités locales urbaines sont ainsi encouragées à intégrer les activités qui visent à briser les stéréotypes, promouvoir la participation des femmes aux activités sur le VIH/SIDA, l'autonomisation des femmes avec la connaissance, les compétences et les ressources pour prévenir et gérer le VIH/SIDA.

Déségrégation des données par sexe

Tout en promouvant la circulation des informations sur le VIH/SIDA à travers l'éducation par les pairs, AMICAALL a assuré la collecte des données désagrégée par le sexe. L'outil de collecte d'information pour les pairs éducateurs fut conçu pour montrer le sexe de chaque client joint avec des messages sur le VIH/SIDA. Utilisant cette information, l'analyse du genre est menée afin d'établir les besoins des hommes et des femmes. Ça a aidé à concevoir des interventions et activités ciblées qui rencontrent les besoins des différentes catégories, les jeunes femmes en particulier. Par exemple, AMICAALL a formé des marchantes du sexe sur la sexualité et la conduite dans la vie. La formation comprend des compétences pour faire des meilleurs choix tel que la négociation pour les

préservatifs ainsi que les méthodes d'épargne pour trouver d'autres activités génératrices de revenus.

Malgré les ressources limitées pour le VIH/SIDA pour aborder les sujets d'inquiétudes par rapport au VIH et au genre dans les collectivités locales urbaines d'Ouganda, AMICAALL continue à appuyer les collectivités locales urbaines dans l'intégration des questions du genre dans les programmes sur le VIH/SIDA. Les risques liés au genre sont prévalent dans les milieux urbains et continuent à mettre à risque la population urbaine.

4. VIH/SIDA & ENVIRONNEMENT

L'environnement comme solution à la perte de revenu liée au VIH/SIDA

L'accession de la Namibie à l'indépendance a eu plusieurs connotations y compris l'égalité des sexes, l'autonomisation de tous, et une loyauté renouvelée à cette nation de sable, du soleil et des paysages pittoresques d'Afrique australe. Avec la pandémie du VIH/SIDA qui ravage le pays, toutefois des milliers de personnes ont été jeté dans une nouvelle forme d'esclavage. Cet esclavage se présente en trois formes principales

Premièrement, quand un membre d'un foyer commence à souffrir des maladies liées au VIH/SIDA plus particulièrement s'il est le soutien de cette famille là, il y a une perte de revenu et de productivité de la part de cette personne là. Deuxièmement, la prise en charge des coûts médicaux aboutit à une nette augmentation des

dépenses de ménage. Troisièmement, il y a le coût indirect de l'absentéisme de l'école ou du travail par d'autres membres de famille qui prennent soin du patient. Quand ce patient là meurt, l'impact sur les membres de famille survivant pèse davantage vu que la perte temporaire de revenu devient permanente. Dans les cas où le membre de famille atteint de VIH/SIDA était un (e) époux (se), il est courant que l'autre moitié du couple soit laissé atteint du virus aussi. A la longue l'infection le/la ravage et le/la rend moins productif (ve).



Les Nations Unies indiquent qu'une caractéristique courante de l'effet du VIH/SIDA sur les foyers est la transition rapide de la richesse relative vers la pauvreté relative. Cette caractéristique a été jugée visible surtout en Zambie. Les enquêtes indiquent que ce changement vers la pauvreté est particulièrement courant dans les ménages où le défunt était le soutien de famille patriarcal et le locataire de la maison grâce à son travail.

Le travail sur un projet appelé Projet Soutien aux Entreprises Communautaires (CESP) pour la Namibie a d'abord commencé en avril 2007. Ce

projet est cofinancé par la Communauté Européenne (CE) l'organisation sans but lucratif Voluntary Service Overseas (VSO). L'objectif principal du projet est d'améliorer le niveau de vie des populations rurales désavantagées dans les zones communales de Namibie. Dans une interview avec Paul Collier, Directeur de programme de Secure Livelihoods Program chez VSO-Namibie, il a déclaré : " Notre projet n'intègre pas vraiment le VIH/SIDA bien que c'est un angle que nous voulons prendre. En interne, nous avons exploré les opportunités et le projet est actuellement en plein processus d'évaluation suite aux recommandations de nos partenaires. "

Collier a aussi reconnu l'importance de l'assistance aux ménages locaux dans l'usage des ressources environnementales/naturelles comme source de subsistance en cas de manque de revenu à cause du VIH/SIDA. Il a dit : "Bien que nos recommandations actuelles soient en accord avec les plans stratégique de nos bailleurs de fonds et partenaires, nous sommes ouvert aux suggestions et recommandations des autres secteurs publics. Peut être que dans l'avenir nous pourrions adopter des approches au développement d'entreprise liées au VIH/SIDA. En plus concernant le CESP, selon l'endroit où se trouvent les communautés/bénéficiaires cibles, des requêtes/collaborations spécifiques seraient recommandées là où VSO est actuellement impliquée dans des initiatives de développement

d'entreprise. Nos volontaires n'ont pas de responsabilités liées au VIH/SIDA dans leurs descriptions de poste respectives mais nous les encourageons à s'y impliquer à travers une approche intégrée dans leur travail avec les communautés respectives."

Avec la perte de revenu et peu de garantie d'emplois stables, il devient important pour les ménages d'envisager une ré-affiliation à l'environnement comme source de subsistance. En Zambie et au Zimbabwe par exemple, il n'est pas rare que des familles épargnent de l'argent pour acheter des fermes or des terres qu'elles cultivent par la suite. Les semences indigènes comme le manioc, le maïs, l'arachide, le haricot et autres sont souvent plantés et non seulement elles sont consommés par la famille mais elles sont aussi vendues à petite échelle. Les animaux tels que les chèvres et les poules peuvent aussi être élevés. Ces fermes sont considérées comme un bien et un recours pour le reste de la famille pendant les temps difficiles.



En Namibie, cependant, la disponibilité de terres fertiles est presque non existante. Selon l'Encyclopédie des Nations, bien que 47% de la population active de la Namibie dépend de l'agriculture pour la subsistance, moins d'1% des terres du pays sont arables. Les régions de Caprivi et Kavango au nord de la Namibie ont toutefois du potentiel pour une culture extensive et la production du bétail. Il est estimé que les fermes communales dans cette région produisent 60% des aliments de base du pays tel que mahango.

Un fait très intéressant est que les zones les plus fertiles de la Namibie sont situées dans les villes frontalières avec la Zambie, l'Angola et le Botswana. Historiquement, les villes frontalières ont souvent les taux d'infections de VIH/SIDA les plus élevés; et les statistiques de la Namibie confirment cette tendance. La région de Caprivi a le taux d'infection de VIH le plus élevé en Namibie, taux qui s'élève à 43% par rapport à 22% pour le reste du pays. Ces chiffres illustrent que les communautés et les ménages dans ces régions payent le plus grand prix du VIH/SIDA et ont extrêmement besoin de ressources naturelles qui peuvent aider leur subsistance. Comme indiqué, les ressources environnementales sont là mais la question importante est : Sont-elles utilisées effectivement pour le bénéfice des communautés locales les plus affectées par le VIH/SIDA ?

Dans une interview avec le volontaire VSO John Odeke qui travaille comme Conseiller VIH/SIDA

pour Integrated Rural Development Nature Conservation (IRDNC), a reconnu que la région de Caprivi est un défi majeur pour les efforts de mobilisation de ressources naturelles communautaires. Il a déclaré : "Nous examinons les ressources naturelles disponibles et essayons de voir comment les familles peuvent les utiliser pour survivre sans leurs soutiens de famille tels que les parents. Bien que les ressources naturelles soient disponibles, elles ne tiennent pas face à la pauvreté largement répandue qui a été provoquée par le VIH/SIDA dans cette région. Nos efforts pour atténuer cette pauvreté et les pertes liées au VIH/SIDA incluent la formation des communautés en garde d'abeilles, en culture des champignons et autres activités. Une fois les compétences acquises, ces activités ne sont pas difficiles à gérer et à transformer en source de revenu et de subsistance pour les familles pauvres."

5. VIH/SIDA & QUESTIONS TRANSFRONTALIERES

Le besoin urgent de programmes transfrontaliers

Le 31 janvier 2010, Bonita Gorrie-Nuttaall a présenté un programme télévisé sur les atrocités qui se produisent à la frontière entre l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. Ce programme fut diffusé par la chaîne de télévision d'Afrique du Sud M-Net dans son émission "Carte Blanche" et comprenait des informations fournies par la chercheuse Susan Comrie. Selon Comrie, un certain nombre de zimbabwéen estimé à 10.000 migre vers l'Afrique du Sud chaque semaine.



Avec un coût qui va jusqu'à 3.000 Rands pour l'obtention d'un passeport par personne, la plupart d'immigrants recourt à une entrée illégale en Afrique du Sud. Ce fait est considéré par certains comme une aventure d'affaires lucrative. Les "hommes d'affaires" localement appelés guma-gumas ont émergé avec le rôle initial de superviser l'entrée clandestine des immigrants illégaux dans le pays. Moyennant un montant d'environ 200 à 300 Rands par personne ou d'autres formes de paiement tel que céder les avoirs personnels, le guma-guma guide les immigrants le long des sentiers de brousse dangereux sur la zone frontalière et les protège des figures de l'autorité tels que les soldats. La 'protection' se présente souvent en forme de pots-de-vin offerts à ces figures de l'autorité des postes frontaliers. C'est une façon de s'assurer qu'elles ferment l'œil aux irrégularités qui se produisent.

Cependant, récemment, certains membres de guma-guma sont devenus avides et téméraires. Ils volent, attaquent et violent les immigrants sans défense avec une tendance morbide qui s'accroît rapidement. Dans l'interview de Carte Blanche avec lui, Giuseppe Demola de l'organisation Médecins Sans Frontières a déclaré: "Depuis le 4 janvier, nous avons eu presque 20 cas de victimes des abus sexuels. Dans la plupart des cas, ce sont des femmes et des filles qui ont été violées pendant la traversée de la frontière." Des cas de sodomie et d'autres comportements sexuels risqués ont été rapportés pas seulement le long de la frontière

Zimbabwe-Afrique du Sud mais dans d'autres zones frontalières telles que la frontière Zambie-Zimbabwe. Ici le commerce du sexe s'est répandu au courant des dernières années.

En 2007, la base de données et le portail d'information sur le VIH et le SIDA de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) indiquait ce qui suit: "les populations mobiles et migrantes sont en risque élevé de contraction et transmission des infections du VIH. Les initiatives de développement des Etats membres et compagnies de la SADC pour développer des corridors (tels que des chemins de fer et des ports qui favorisent les relations d'affaires entre les pays) aboutissent à l'accroissement du commerce et de la circulation transfrontalière dans la région de l'Afrique australe. Certains gouvernements centraux et le Desk Santé de la SADC ont élaboré et publié des plans pour lutter contre le VIH/SIDA / les IST (infections sexuellement transmissibles). Cependant, la mise en œuvre de ces plans et une action concertée contre la transmission du VIH/SIDA / IST dans le secteur du transport routier en Afrique australe n'est pas encore effective."



En novembre 2007, les parlementaires de la Namibie et de l'Angola avaient formé une délégation pour aller en mission de supervision transfrontalière le long des frontières Angola –

Namibie. Les objectifs de cette mission incluaient découvrir l'importance du lien entre la mobilité des populations et le VIH et le SIDA, ainsi qu'enquêter l'importance de la mobilité croissante des femmes en tant que commerçantes, travailleuse du sexe et victimes des trafics. Les constatations indiquent qu'il y avait un taux élevé de transmission de VIH/SIDA dans les villes frontalières.

Bien qu'ils ne fassent pas actuellement partie du mandat de l'Alliance, les programmes transfrontaliers sont une motivation allant de pair avec son 5^e Objectif Stratégique (O. S.) et valent la peine d'être considérés. Cet O.S. stipule : "L'Alliance devrait développer et mettre en œuvre une stratégie de positionnement et de marketing pour l'Alliance en tant qu'agence clé dans la réponse au VIH/SIDA à travers le continent, avec un accent sur les principaux centres urbains.

Les stratégies de marketing tendent à être très efficace quand elles comprennent différentes sous unités ou "branches fonctionnelles" qui marchent ensemble pour atteindre un but commun. L'adoption de différents projets tels que les programmes transfrontaliers servirait l'aspect de fonctionnalité divers de l'Alliance. Aussi, traiter avec les centres urbains dans la lutte contre le VIH/SIDA est souvent problématique parce que ces zones comprennent une collection démographiquement et culturellement variée de personnes.

Dans les efforts de l'Alliance pour sensibiliser et conscientiser sur la question du VIH/SIDA, une approche qui pourrait convenir à un groupe pourrait être méprisée par un autre. Par exemple, alors que les populations des cités urbaines seraient satisfaits des articles éducatifs tels que des brochures et des pamphlets, les représentants de l'Alliance au niveau de la base pourrait en fait devoir conduire ou se promener dans les villes

frontalières. Une fois arrivé, ils devront éduquer les groupes à haut risque tels que les immigrants illégaux, les chauffeurs de camion cargo et les prostituées.

Les programmes transfrontaliers sont les stratégies de positionnement et de marketing qui sont actuellement en hibernation. Si cultivés, ils peuvent bien avoir un impact positif sur non seulement la Namibie et se pays limitrophes de l'Afrique australe (SADC) mais les autres chapitres de l'Alliance et leurs voisins aussi.



**L'ALLIANCE DES MAIRES ET
DES RESPONSABLES MUNICIPAUX
SUR LE VIH/SIDA EN EN AFRIQUE
(L'ALLIANCE)**

**P. O. Box 60401
Katutura, Windhoek
Namibia
Tél: + 264 61 226 377 ou + 264 61 224 730
Télécopie: + 264 61 227 890**

www.amicaall.org

**Ayanda Nabe
Secrétaire exécutive
exec.secretary@amicaall.org**

**Eva-Maria Koesters
Directrice de la Communication
communications@amicaall.org**

**Alice Mwanaumo Simushi
Assistante en Communication
comms.assistant@amicaall.org**